



PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

Blois, le 19 août 2014

Unité territoriale de Loir-et-Cher

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Service Protection de l'Environnement
et des Animaux de Loisir
34, avenue Maunoury – BP 10269
41006 BLOIS Cedex

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Cessation d'activité/ Arrêté préfectoral n°00-1430 du 12 mai 2000 modifié, autorisant la
société SETRAD à exploiter un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés sur
le site de Saint-Laurent/ Nouan.

Par courrier du 13 juin 2014, la société SETRAD, représentée par la directrice du secteur
traitement, Mme , a déposé la mise à jour de son dossier de cessation
d'activité de son site de Saint-Laurent-des-Eaux / Nouan (compléments au dossier initial du 18
juin 2009).

Le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés était réglementé par l'arrêté
préfectoral n°00-1430 du 12 mai 2000 modifié. L'arrêté préfectoral n° 2009-127-1 du 7 mai 2009
a prolongé l'autorisation d'exploitation du centre de stockage de déchets ultimes non dangereux
jusqu'au 30 juin 2009, date à laquelle l'exploitation a effectivement cessé.

Ce centre de stockage est également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9
septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Le site était également autorisé pour le stockage d'amiante liée (alvéole A11). Cette activité a
également cessé le 30 juin 2009.

I. Historique

L'exploitation du centre de stockage a été initialement autorisée par arrêté préfectoral 2668 du
09/06/1972, au nom de la société NETRA.

SOCOIM a ensuite exploité le site, de 1979 à 1997.

Depuis 1997, SETRAD est devenu l'exploitant de ce site dont la dernière autorisation a été
prononcée en 2000. La surface autorisée couvre une superficie de 20ha 38a et 74ca.

II. Instruction du dossier de cessation d'activité

II.1 Cadre réglementaire

Déclaration de fin d'exploitation

L'article R.512-39-1 du Code de l'environnement dispose:

« I.- Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt 3 mois au moins avant celle-ci. Ce délai est porté à 6 mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donc récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I. indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt d'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment:

- 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site;
- 3° La suppression de risques d'incendie et d'explosion;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3. »

L'article R.512-39-2 du Code de l'environnement ne s'applique pas pour les centres de stockage par le fait que la remise en état est définie par l'arrêté d'autorisation.

L'article R.512-39-3 du Code de l'environnement dispose:

« I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage

II. Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions

économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain. »

L'article 51 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 précité stipule :

« Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans. Son contenu peut être détaillé dans l'arrêté initial d'autorisation ou faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire. »

II.2 Contenu du dossier de cassation d'activité

Le dossier de notification de cessation d'activité contient:

- la lettre de notification du pétitionnaire;
- le dossier comportant 6 parties (Contexte et conditions de réalisation du mémoire, historique et environnement du site, description des activités actuelles du site jusqu'en mai 2009, mise à l'arrêt des activités du site – suivi de site en post-exploitation, révision des garanties financières, conclusion et proposition d'aménagement du programme de suivi de la post-exploitation du site et des figures et annexes).

II.3 Avis de l'inspection des installations classées

II.3.1 Démantèlement des installations

L'exploitant a prévu le démontage et le recyclage sur un autre site:

- du pont-bascule,
- du portique de radioprotection,
- du système de vidéo-surveillance,
- les bungalows techniques et de bureaux

Les installations techniques liées à l'activité des déchets entrants sur le site sont démantelées pour être recyclées ou éliminées dans des filières dédiées. Les engins d'exploitation et la cuve à fioul mobile sont évacués du site.

La clôture du site est maintenue pendant toute la période de suivi trentenaire, ainsi que le réseau de collecte et de traitement du biogaz, le réseau de collecte des lixiviats, les bassins de décantation des eaux pluviales et le bassin incendie, l'alimentation électrique et téléphonique. Le portail d'accès principal est maintenu et fermé.

II.3.2 Conditions de réaménagement

L'arrêté préfectoral complète et précise le programme de suivi post-exploitation fixé par l'article 37 de l'arrêté préfectoral n° 00-1430 du 12 mai 2000, notamment en ce qui concerne:

- la mise à jour des garanties financières,
- la gestion du biogaz,
- le contrôle des rejets atmosphériques,
- la collecte, l'écoulement et le contrôle du rejet des eaux superficielles,
- la gestion et le contrôle des lixiviats,
- le contrôle des eaux souterraines.

II.3.3 Usage futur

L'usage futur doit être transcrit dans les documents d'urbanisme au travers d'un dossier d'institution de servitudes d'utilité publique qui fait l'objet d'une instruction distincte.

II.3.4 Surveillance du site

La surveillance proposée pour le site respecte les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, selon les périodicités suivantes:

- mensuelles pour:
 - . le contrôle du système de drainage des bassins de lixiviats,
 - . le relevé des hauteurs de lixiviats et la vérification de bon fonctionnement des pompes,
 - . la vérification de l'état général de la torchère,
 - . l'efficacité du système d'extraction du biogaz.
- semestrielles pour:
 - . au maximum semestriel ou avant chaque expédition l'analyse de la qualité des lixiviats,
 - . au maximum semestriel ou avant rejet les rejets l'analyse de la qualité des eaux superficielles des bassins,
 - . l'analyse de la qualité du biogaz,
 - . l'analyse de la qualité des eaux souterraines des piézomètres et du puits.
- annuelles pour:
 - . l'analyse de la qualité des eaux de l'Ardoux (amont et aval du site),
 - . les analyses de la qualité des rejets de la torchère,
 - . le relevé topographique.

Le fonctionnement de la torchère est relié à un système de report d'alarme pendant la période de suivi.

II.3.5 Cas particulier de la surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est composé de 3 piézomètres (SD1 en amont, SD2 et SD3 en aval du site) et d'un puits (Ferme de la Motte Pintenast).

Les eaux souterraines situées en aval du site sont impactées par la présence des zones de stockage non étanchées exploitée avant 1999 (Zones A et B). Afin de définir le périmètre des servitudes d'utilité publique qui font l'objet d'un autre dossier, deux nouveaux piézomètres seront implantés en aval selon les préconisations d'un hydrogéologue (SD2bis et SD3bis). Les analyses seront réalisées sur les 5 piézomètres.

II.3.6 Garanties financières

Le site est soumis à garanties financières. Dans son dossier, l'exploitant a réévalué le montant de ses garanties financières qui sont fixées ainsi:

PÉRIODE DE GARANTIE	GARANTIES (€ TTC)
01/07/2009 AU 30/06/2014	935 209
01/07/2014 AU 30/06/2019	653 793
01/07/2019 AU 30/06/2024	635 601
01/07/2024 AU 30/06/2029	579 318
01/07/2029 AU 30/06/2034	504 842
01/07/2034 AU 30/06/2039	448 559

III. Conclusion

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose que les prescriptions complémentaires ci-jointes encadrant la période post-exploitation trentenaire et entérinant les modifications de remise en état du site soient notifiées à l'exploitant. Conformément à l'article R.512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis à l'avis de Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques.

Pour le Directeur,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Loir-et-cher,

Copie : DREAL (SEIR)

